

**Discours de Madame la Présidente de la République,
Chef de l'Etat de la Transition à l'occasion de la célébration
de la Journée Internationale de la Femme 2014,
Hémicycle du CNT le 8 mars 2014**

Monsieur le Président du Conseil National de Transition et Madame,

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et Madame,

Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle de Transition et Madame,

Monsieur le Président de l'Autorité Nationale des Elections et Madame,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de Transition et leurs conjoints,

Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique,

Monsieur le Représentant de l'Union Africaine,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions diplomatiques, des Postes Consulaires et Représentants des Organisations Internationales,

Mesdames et Messieurs les membres du bureau du Conseil National de Transition et leurs conjoints,

Mesdames et Messieurs les membres des Cabinets de la Présidence de la République, du Conseil National de Transition, de la Primature et leurs conjoints,

Madame la Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui,

Madame la Ministre de la Santé Publique, des Affaires Sociales, de la Promotion du Genre et de l'Action Humanitaire, Présidente du Comité d'organisation des festivités du 8 mars 2014,

Madame la Vice- Présidente de l'Organisation des Femmes Centrafricaines,

Distingués Invités,

Mes chères sœurs, filles et mères de Centrafrique,

A l'instar des autres pays du monde, la République Centrafricaine célèbre ce jour 8 Mars 2014 la journée internationale de la femme. C'est avec un immense plaisir que je prends part en ce haut lieu à cette célébration qui réunit toutes les personnalités de notre pays accompagnées exceptionnellement de leurs épouses dont je salue chaleureusement la présence ici.

Au cours de l'audience que j'avais accordée aux membres du bureau de l'OFCA le 14 février dernier, j'avais insisté pour que cette célébration ait un éclat particulier. Pour la bonne raison qu'elle intervient quelques semaines après le tournant historique que notre pays a amorcé avec l'élection de la femme que je suis à la magistrature suprême de l'Etat.

Je constate avec beaucoup de satisfaction que mes instructions ont été respectées et que nous avons depuis jeudi dernier une gamme de manifestations plus innovantes, qui tranchent avec la routine du passé et qui vont s'étendre jusqu'à la fin du mois de mars. Je constate surtout qu'à côté du thème général qui a été retenu par les Nations Unies, il y a un thème spécifique à notre pays qui a été défini en fonction de la situation difficile que nous vivons, à savoir : « **Le rôle de la femme dans le rétablissement et la consolidation de la paix** »

A travers ce thème, le Comité d'organisation a voulu engager une réflexion sur les voies et moyens d'une plus grande implication des femmes dans la recherche et la consolidation de la paix dans notre pays. Et de manière fort stratégique, cette réflexion s'articule aussi sur l'instrument juridique de cette implication qu'est la résolution 1325 des Nations Unies dont le plan d'action est ici l'objet d'un plaidoyer auprès des Autorités de la Transition.

Votre présence massive dans cet hémicycle démontre votre adhésion totale à ce thème et est un motif de fierté pour moi devant toute la nation centrafricaine.

Permettez-moi de féliciter le Comité d'organisation pour la qualité du travail qui a été abattu en un temps record et surtout pour la pertinence du thème choisi qui impactera, j'en suis persuadé, sur l'évolution de la situation sécuritaire dans notre pays qui est encore un sujet de grande préoccupation.

Mes sœurs, mes filles,

Comme vous le savez, tout en suscitant beaucoup d'espoir chez une importante frange de notre population, mon élection n'en a pas moins semé le doute dans certains esprits traditionalistes encore réfractaires à la promotion des femmes. Devant les énormes défis de notre société, ces esprits ne croyaient pas que je serais à la hauteur parce que je suis une femme. C'est d'ailleurs notre sort à nous, femmes,

d'avoir toujours à exhiber les preuves de notre capacité à assumer les responsabilités jusque là dévolues aux hommes. Et je suis fière de constater que les femmes de Centrafrique aussi ne déméritent pas comme l'a prouvé le comité d'organisation de cette journée internationale.

C'est le lieu de préciser que la promotion du genre que nous défendons et qui est devenue une exigence de la gestion des affaires publiques partout dans le monde n'est pas du féminisme à tous crins mais la recherche d'un plus grand équilibre en faveur d'une composante essentielle de la société. D'autant plus qu'il y a de gros avantages à accorder à la femme la place qui lui revient et à lui reconnaître son rôle dans le fonctionnement global de la société comme de nombreuses études l'ont établi.

Fort de cela, j'ai indiqué clairement lors de ma prise de fonction à la tête du pays que mon accession à celle-ci était une grande opportunité pour les femmes de Centrafrique dont j'ai pris l'engagement de faire la promotion à tous les niveaux. Des signaux forts dans ce sens ont été lancés lors de la formation du gouvernement et dans la mise en place des cabinets de la Présidence et de la Primature.

Malgré les incompréhensions autour de ces nominations, je demeure persuadée pour ma part d'avoir fait le choix de femmes capables qui s'investiront pleinement dans le relèvement des défis actuels de notre pays. Dans tous les cas, je ne reculerai pas devant l'impératif d'associer et de responsabiliser les femmes à tous les niveaux des prises de décisions. Car, je suis convaincue que c'est la voie du développement durable dans notre pays, comme c'est le cas dans d'autres pays du monde.

Sur le volet genre, il me reste cependant le défi de la protection des femmes contre les différentes formes de violence et contre les viols, tout comme celui de la scolarisation et de la santé des jeunes filles. A cet effet, ma volonté est inébranlable d'utiliser tous les mécanismes juridiques existant pour rechercher et punir les auteurs de ces actes ignobles et dégradants pour les femmes et obtenir des réparations pour les victimes. Fondamentalement, j'userai des pouvoirs qui me sont conférés pour faire appliquer les dispositions de la résolution 1325.

Mes sœurs,

Depuis mon élection, beaucoup de choses se disent et se colportent.

C'est pourquoi, l'occasion est aussi opportune de rétablir certaines vérités et d'aborder, même sommairement, les principales actions menées depuis ma prise de fonction le 23 janvier 2014 sur lesquelles il semble qu'il n'y ait pas une communication appropriée. Je signale au passage qu'il y a moins d'un mois et demi

que je suis à la direction des affaires du pays. Car, dans l'urgence des besoins où se trouvent mes compatriotes, beaucoup s'imaginent que je suis là il y a déjà longtemps alors que je viens à peine d'arriver.

Et il faut ajouter tout de suite qu'à mon arrivée, j'ai hérité d'une situation chaotique de tous points de vue qui aurait découragé plus d'un. Je ne me suis pas pour autant découragée puisque je croyais fermement qu'avec tous les Centrafricains de bonne volonté, il est possible de remettre notre pays sur la bonne voie et Dieu merci il y en a avec qui je travaille d'arrache-pied.

C'est avec cette ferme volonté que je me suis attelée à remettre la machine Centrafrique en marche à travers la nomination du Premier Ministre, la formation du Gouvernement, la mise en place du cabinet présidentiel, de la primature, la remise en place de la hiérarchie militaire et progressivement de toutes les administrations, centrales et décentralisées. Bref, il fallait remettre en état de fonctionnement minimal les structures de gestion de l'Etat qui étaient toutes dans la paralysie totale.

Aujourd'hui, la réhabilitation des infrastructures de base qui ont été détruites reste un sujet de grande préoccupation. Mais malgré tout il y a une reprise effective des activités dans certains secteurs clés, ce qui est un signe encourageant, comparativement à une période récente où toute la ville de Bangui par exemple était sinistre.

Chères sœurs, chères filles,

J'aurai pu m'étendre longuement ici sur le processus de formation du gouvernement et de mise en place des cabinets de la Présidence et de la Primature qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive. En toute sérénité, je tiens à rassurer simplement tous mes compatriotes que l'exigence d'un processus participatif pour ces actions a été respectée scrupuleusement puisqu'une large consultation des acteurs a précédé ce qui a été fait. Je comprends évidemment qu'il y ait des mécontents qui manifestent diversement leur mécontentement.

C'est le lieu de leur dire clairement qu'il n'y a pas que dans un gouvernement ou dans un cabinet présidentiel qu'on peut servir son pays. Aujourd'hui plus qu'auparavant, les Centrafricains doivent prendre conscience du fait qu'on peut servir son pays à tous les niveaux de la société en faisant correctement ce qu'on a à faire. Et c'est de l'action conjuguée de tous que sortira le bien-être collectif.

Cela étant, en même temps qu'il fallait faire fonctionner les services publics, il fallait aussi s'attaquer aux problèmes de la sécurité tant à Bangui que dans l'arrière pays. Là aussi, j'écoute des critiques faciles qui me reprochent de ne pas trop m'occuper de la

sécurité de mes concitoyens et de les abandonner à leur triste sort. Si c'était pour venir dormir sur mes lauriers tout en sachant que la situation sécuritaire du pays est critique, je n'aurai peut-être pas brigué la Présidence de la République. Et effectivement je ne dors pas, contrairement à ce que certains pensent.

Non seulement je suis en contact permanent avec les Etats major de MISCA et de Sangaris, avec les Séléka et les Anti-balaka mais j'organise régulièrement les réunions de sécurité au cours desquelles toutes les mesures appropriées sont prises. Au-delà, j'ai fait beaucoup de plaidoyers auprès de la Communauté internationale (Secrétaire Général des Nations Unies, Union Européenne, Union Africaine, France...) pour le renforcement des effectifs et pour le déploiement des forces de maintien de la paix.

Mes sœurs, mes filles,

Nul n'est prophète chez lui comme on le dit et c'est cela que j'observe puisque mes efforts inlassables pour le retour de la paix dans mon pays sont davantage reconnus en dehors des frontières Centrafricaines qu'à l'intérieur. Qu'à cela ne tienne, je laisse les faits parler d'eux-mêmes : l'insécurité à Bangui baisse progressivement mais significativement, malgré la manipulation et l'instrumentalisation permanente de nos jeunes par certains agitateurs qui ne souhaitent manifestement pas la stabilisation de notre pays, pour des intérêts personnels.

Cependant, mon plus gros souci en matière de sécurité reste la reconstruction d'une armée nationale républicaine et bien équipée pour défendre l'intégrité du territoire national qui est aujourd'hui menacée. Sans qu'il soit nécessaire de dévoiler tout ce qui est fait dans ce sens, je peux rassurer tous mes compatriotes que j'y travaille de toutes mes forces malgré les pesanteurs et grâce à l'accompagnement de certains pays amis à qui je témoigne ici ma reconnaissance. Je rencontrerai dans les tous prochains jours l'ensemble des officiers généraux de notre armée pour échanger et examiner ensemble les stratégies les plus adaptées.

Quant à la relance de l'économie nationale entièrement détruite dans ses fondements, je ne pouvais pas ne pas m'y pencher puisque c'est le vrai nerf de la guerre. Je suis consciente qu'on ne peut pas développer un pays en recourant uniquement à la dette auprès des partenaires extérieurs. C'est pourquoi, la sécurisation du corridor Bangui-Béloko-Douala pour l'approvisionnement du pays a été l'un de mes chevaux de bataille, tout comme la question de la sécurité alimentaire. Mon appel à la reprise du travail dans tous les secteurs productifs procède aussi de cette logique puisqu'il nous faut travailler davantage aujourd'hui pour espérer à un lendemain meilleur.

Mes sœurs, mes sœurs, mes chers enfants,

Les difficultés du vivre ensemble avec nos frères et sœurs des autres communautés religieuses, notamment musulmanes doivent nous interpeller tous. Nous ne pouvons continuer à encourager l'intolérance, la xénophobie et les actes ignobles perpétrés contre nos frères et nos sœurs musulmans qui ont toujours vécu en parfaite harmonie avec nous. Les images de ces frères et sœurs, obligés de vivre confinés dans certains quartiers comme des prisonniers ou de quitter notre pays par milliers parce que certains ne les y acceptent plus et leur rend la vie impossible sont intolérables et ne nous honorent guère.

Faut-il rappeler aux centrafricains que les pays frères voisins ont accueilli et continuent d'accueillir sur leur terre des milliers de réfugiés centrafricains qui y vivent en toute quiétude ? Il est profondément regrettable qu'en ce jour, fête de la femme, nos sœurs musulmanes ne puissent être parmi nous, simplement parce qu'elles ont encore été agressées hier et qu'elles ont peur pour leur sécurité.

Je réaffirme ma détermination à user de tout mon pouvoir et de toute mon autorité pour mettre fin à ces agissements inadmissibles et méprisables, souvent basés sur des rumeurs non fondées mais instrumentalisées par des agitateurs mal intentionnés qui tiennent coûte que coûte à déstabiliser mon mandat.

Les problèmes de santé et d'éducation au plan social, la situation des déplacés tant internes qu'externes au plan humanitaire n'ont pas aussi été perdues de vue. Comme j'aime à le dire, tout est urgent et il faut agir dans l'urgence. C'est ce que nous faisons au quotidien, le gouvernement et moi-même. Ce sont ces urgences qui me conduisent en outre à effectuer les voyages auprès des pays frères et amis qui nous ont aidé jusque là et à qui il fallait témoigner notre gratitude.

Hélas, là aussi beaucoup de critiques m'ont été rapportées.

Je dis haut et fort ici que ces voyages de Brazzaville, de Ndjamena, de Kinshasa et de Luanda récemment ainsi que ceux qui vont suivre n'ont pas coûté grand-chose au trésor centrafricain qui est d'ailleurs totalement vide. Ce sont les pays hôtes qui ont affrété et affrètent les avions à chaque déplacement. Les caisses d'avance ont pour l'essentiel servi à apporter des soutiens vitaux à nos représentations diplomatiques totalement abandonnées et à la communauté centrafricaine présente dans les pays hôtes. Je suis obligée de révéler tout cela pour que cessent les supputations et les mauvaises interprétations de mes actions destinées uniquement à jeter le discrédit sur tout ce qui est fait de bonne foi, dans un esprit patriotique et dans l'intérêt supérieur de la Nation et partant, de fragiliser la transition en cours.

A ce propos, je voudrai lancer un appel aux media nationaux pour une implication plus constructive et plus professionnelle à la dynamique de relèvement de notre pays.

Les micros en balade ne doivent pas être l'occasion d'expression de haines mais plutôt l'expression de messages d'apaisement des cœurs et des esprits pour une véritable réconciliation nationale. Il y a urgence à mettre en place la Haute Autorité de la Communication pour réguler l'environnement des media en Centrafrique.

J'attire l'attention des uns et des autres sur le fait que quand les gens veulent travailler et qu'ils travaillent effectivement, la moindre des choses, c'est de les laisser travailler et d'attendre de les juger aux résultats. Je puis affirmer que les retombées de tout ce qui a été fait en si peu de temps ne sauraient tarder à se manifester et peut-être en ce moment toutes les pensées négatives se transformeront en pensées positives. Car, en vérité ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est des pensées positives pour avancer et non de pensées négatives qui nous tirent en arrière.

Cela nous permettra d'ailleurs de passer aux autres étapes de la gestion de la Transition qui est l'amorce du dialogue et de la réconciliation que tous les acteurs politiques et de la société civile attendent, en prélude à l'organisation des élections à la fin de la transition. Cela aussi est une grande préoccupation pour le gouvernement et la Présidence de la République qui y travaillent avec l'appui de la Communauté Internationale en évitant cependant à tout prix les erreurs du passé. Je ne manquerai pas, dans les jours à venir d'établir et de maintenir un dialogue permanent avec l'ensemble des forces vives de la nation en vue d'échanger de manière constructive sur les voies et moyens de sortie de crise et de la dynamique de reconstruction de notre pays. Je remercie très sincèrement ceux qui n'ont pas hésité à me faire déjà des propositions dans ce sens.

Chers concitoyens,

J'aimerais dire très clairement à vous tous, mes concitoyens que nous ne réussirons tout ce qui est prévu dans la feuille de route de la transition qu'à condition de rompre avec les anciennes mentalités, d'adhérer résolument au sens de l'effort et du respect des institutions établies, de faire plus confiance aux gouvernants, de les soutenir fermement dans la discipline et d'avoir toujours à l'esprit que notre contribution individuelle est requise.

Nous devons surtout être tolérant, ne pas céder à la facilité, nous armer de patience et d'amour patriotique en conjurant l'idée selon laquelle nous obtiendrons tout par enchantement, sans effort préalable. Dans le monde actuel, cela n'est plus possible et il faut se rendre à l'évidence qu'il faut changer de mentalité.

Je ne me trompe pas en disant que les femmes de Centrafrique l'ont compris et en font aujourd'hui une démonstration éloquente. J'exhorte tous les Centrafricains de tous les bords à suivre leur exemple en s'inscrivant résolument dans la dynamique

d'un changement qualitatif de mentalité pour accompagner avantageusement les Autorités de Transition dans leur lourde et difficile mission de salut public.

Je ne saurais terminer mon propos sans renouveler mes sincères remerciements au Bureau Intégré des Nations Unies, au Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies et a l'ensemble des Agences des Nation Unies, au Représentant de l'Union Africaine, à la Misca, aux forces françaises de l'opération Sangaris et a tous les Ambassadeurs accrédité qui ne ménagent aucun effort pour soutenir notre action et donner la chance a ce pays de se reconstruire dans la paix et la dignité.

Bonne fête à toutes les femmes de Centrafrique et de la diaspora.

Je vous remercie.